En partenariat avec

ONE
Observatoire de la Nouvelle Eurasie

analyse

Par **Michaël Levystone**, cofondateur de l'Observatoire de la Nouvelle Eurasie (ONE), doctorant au Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE) de l'Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco).



Photo ci-contre :
Le 17 avril 2026, lors du Forum diplomatique d'Antalya, organisé en Turquie, le président du Kazakhstan Kassym-Jomart Tokaïev (au centre) a exposé le rôle que son pays entend jouer dans le contexte géopolitique actuel. Invité à participer à la table ronde « Cartographier l'avenir, gérer les incertitudes », il a rappelé qu'il était nécessaire de réformer le Conseil de sécurité des Nations unies « qui empêche le règlement des problèmes internationaux les plus urgents », et a appelé à « une approche plus responsable et mesurée » concernant la situation au Moyen-Orient, dont « les conséquences négatives se font sentir à l'échelle mondiale ». Il a aussi souligné « le rôle important et positif des puissances moyennes » comme le Kazakhstan ou la Turquie qui « font souvent preuve d'un plus grand sens des responsabilités que les grandes puissances ». (© President of the Republic of Kazakhstan)

Les stratégies centrasiatiques à l'aune de la guerre en Iran

Le 28 février 2026, les États-Unis et Israël ont déclenché l'opération « *Epic Fury* » (« Fureur épique ») contre l'Iran, avec pour objectifs annoncés la dénucléarisation du pays — qui avait déjà présidé à la « guerre des Douze jours » (13-24 juin 2025) — et le renversement de la République islamique, endeuillée dès les premières heures de la guerre par la perte de son Guide suprême, Ali Khamenei, au pouvoir depuis 1989. Que l'Asie centrale soit, à ce jour, l'une des rares régions mitoyennes de l'Iran à ne pas essuyer de tirs de missiles et de drones ne signifie aucunement que les conséquences multiscalaires de cette guerre soient indolores pour ses États.

Depuis la réintroduction, en 2018, de sanctions américaines contre son économie par la première administration Trump (2017-2021), Téhéran a actionné plus avant le vecteur oriental de sa diplomatie régionale, voué en premier lieu à le rapprocher à la fois de Pékin et de Moscou, sans pour autant délaisser l'Asie centrale.

L'Iran et l'Asie centrale : si proches, si loin

Située à l'intersection de la Russie, de la Chine et de l'Iran, l'Asie centrale entretient avec cette dernière puissance des liens évidents : voisinage (sur terre comme en mer Caspienne) pour le Turkménistan, affinités civilisationnelles du côté du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan méridional (Samarcande, Boukhara), peuplés de persanophones. C'est bien la raison pour laquelle l'Iran conclut, en 2018 — dans une première version qui sera élargie sept ans plus tard —, un accord de libre-échange avec l'Union économique eurasiatique (UEEA), dont font partie le Kazakhstan et le Kirghizstan. En 2023, l'Iran adhère de plein droit à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui, Turkménistan excepté, réunit tous les États centrasiatiques autour de la Chine et de la Russie.

Pour autant, l'Iran échoue dans l'ensemble à concrétiser le potentiel que pouvaient laisser entrevoir sa proximité géographique et culturelle avec l'Asie centrale, ainsi que les opportunités induites par son littoral méridional, avec les ports de Bandar Abbas et de Chabahar, particulièrement convoités par

des économies enclavées. Comparé à ses rivaux régionaux, eux-mêmes ragaillardis par la disparition de l'URSS en Asie centrale en 1991, l'Iran fait pâle figure, et ceci à double titre. D'une part, crédité d'un volume d'échanges cumulés d'à peine deux milliards de dollars avec les pays de cette région en 2024 (1), l'Iran est très largement distancé par la Chine (100 milliards) en termes de présence économique sur un marché de plus de 70 millions de consommateurs. Et ce, bien que des entreprises se soient illustrées, par le passé, dans des projets d'infrastructures au Tadjikistan : centrale hydroélectrique de Sangtouda-2 (180 millions de dollars investis) et tunnel d'Istiklol (31 millions) (2). D'autre part, Téhéran ne dispose d'aucune plateforme en propre pour étoffer ses coopérations économiques avec l'Asie centrale et dégager un agenda commun sur le plan diplomatique.

> *« Depuis le début de la crise, les pays centrasiatiques se sont retranchés dans un mutisme qui contraste avec les réactions observées tant au sein de la communauté internationale que dans leurs propres opinions publiques. »*

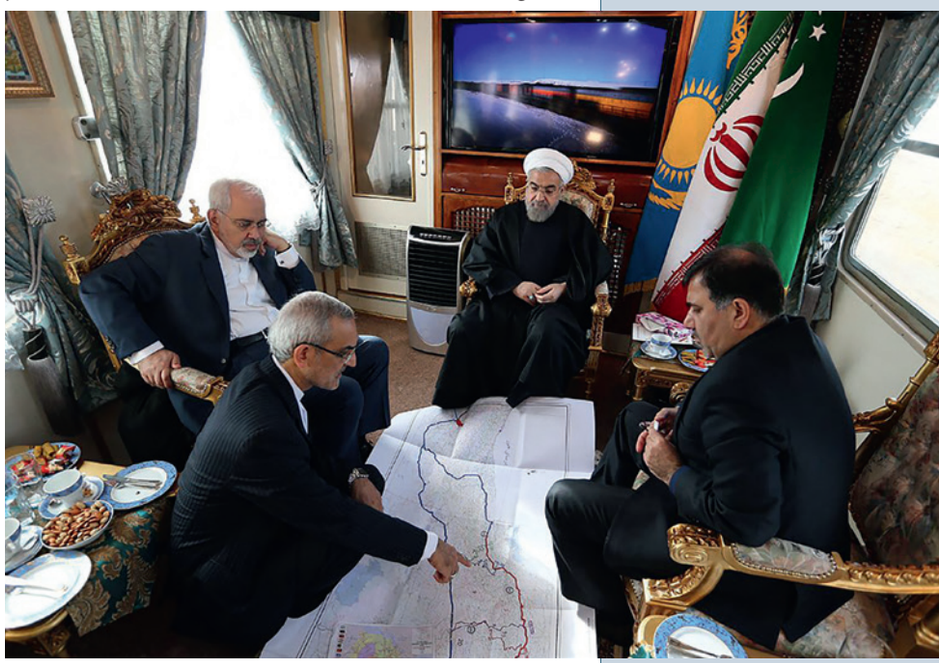
Une Asie centrale en sourdine sur l'affaire iranienne

Depuis le début de la crise, née des premières manifestations organisées le 28 décembre 2025, en réaction au durcissement des conditions de vie en Iran (dévaluation du rial, inflation alimentaire), avant de prendre un tour plus politique (changement de régime), les pays centrasiatiques se sont retranchés dans un mutisme qui contraste avec les réactions observées tant au sein de la communauté internationale que dans leurs propres opinions publiques. Ce flegme jusqu'au-boutiste s'explique par plusieurs raisons, à commencer par l'extrême difficulté pour ces dirigeants à prendre publiquement position sur des mobilisations populaires à l'œuvre dans un État souverain de leur environnement régional (3). D'autant plus qu'ils coopèrent avec l'Iran dans la lutte contre les groupes djihadistes réfugiés chez leur voisin commun afghan. Condamner officiellement les répressions du régime iranien aurait renvoyé les présidents centrasiatiques à leurs propres états de service en la matière, eux qui avaient impitoyablement éteint les foyers insurrectionnels qui s'étaient, au cours de l'année 2022, tour à tour déclarés à Almaty (Kassym-Jomart Tokaïev, Kazakhstan), Noukous (Chavkat Mirzioïev, Ouzbékistan) et Khorog (Emomali Rakhmon, Tadjikistan). À l'inverse, soutenir l'escalade répressive iranienne aurait isolé, à l'international, les diplomaties centrasiatiques.

Mis à part Emomali Rakhmon [au pouvoir depuis 1992], qui a adressé une lettre de condoléances à son homologue iranien Massoud Pezechkian [depuis 2024] dès le lendemain de la mort du Guide suprême, les leaders centrasiatiques ont observé un certain temps avant de se manifester. Chavkat Mirzioïev [depuis 2016] et Gourbangouly Berdymoukhamedov [Turkménistan, 2006-2022] témoigneront ainsi de leur sympathie à Téhéran les jours suivants (4). Kassym-Jomart Tokaïev, chef [depuis 2019] du seul État centrasiatique à avoir organisé des *rounds* de négociations sur des dossiers brulants impliquant l'Iran (sur le nucléaire en 2014 et la guerre civile syrienne en 2017), a délégué à son ministère des Affaires étrangères le soin d'assurer aux autorités iraniennes la solidarité d'Astana après la mort d'Ali Khamenei, dont le nom est néanmoins passé sous silence dans le communiqué officiel, lequel mentionne les victimes civiles des combats tant en Iran que dans les États du Golfe. Une démarche similaire a été entreprise du côté de l'Ouzbékistan, l'autre État d'Asie centrale à avoir le plus œuvré, dans la période récente, au renforcement des coopérations avec les pays du Golfe, ce qui avait pu justifier de faire sur l'Iran le pari d'une puissance facilitatrice.

L'Iran, de facilitateur à agent du chaos

Que l'Iran fasse grâce aux républiques d'Asie centrale de sa fougue déstabilisatrice est, somme toute, logique, au regard de leur adhésion commune à l'OCS, en sus, pour le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan, de leur appartenance à l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), qui les place sous la protection directe de l'armée russe face à des menaces exogènes.



Cela ne signifie pas pour autant que le chaos semé par Téhéran dans le détroit d'Ormuz et le golfe Arabo-Persique soit sans conséquences pour les États centrasiatiques, qui ont beaucoup misé sur l'Iran comme facteur de désenclavement économique : conclusion de l'accord d'Achkhabad en 2011, jetant un pont entre l'Ouzbékistan et le Turkménistan d'un côté, et Oman et le Qatar de l'autre ; inauguration de la ligne ferroviaire Kazakhstan-Turkménistan-Iran (KTI) en 2014 (5). La politique de la terre brulée conduite par le régime iranien pour assurer sa survie face aux bombardements israélo-américains est sans doute en train d'obérer son avantage comparatif pour la connectivité eurasiatique dans son ensemble. L'Iran constitue en effet le maillon essentiel du Corridor de transport international Nord-Sud (INSTC), gigantesque artère de transport

Photo ci-dessus :
En décembre 2014, à la gare d'Ak Yayla, à la frontière avec le Turkménistan, les représentants de l'Iran, du Turkménistan et du Kazakhstan étaient réunis lors de l'inauguration d'une nouvelle ligne ferroviaire reliant les trois pays.
(© Ho/President.ir/AFP)

Du même auteur

Géopolitique de l'Eurasie : le « Pivot oriental » de la Russie, gage de puissance ou échappatoire ?, Le Cavalier Bleu, 2025, 216 p.





Photo ci-dessous : Marché à Achkhabad, capitale du Turkménistan, en 2014. La majorité des produits iraniens importés au Turkménistan ont vu leur prix augmenter depuis le lancement des attaques en Iran, le 28 février 2026. Or, Téhéran est un partenaire commercial conséquent d'Achkhabad. L'impact se fait aussi sentir au Tadjikistan, où les échanges commerciaux avec l'Iran avaient fortement augmenté ces dernières années. (© Shutterstock)

multimodal actée dans son principe en 2000 avec la Russie et l'Inde, qui s'emploient à la revitaliser depuis l'éclatement de la guerre en Ukraine en 2022, avec des effets d'entrainement pour les économies caucasiennes et centrasiatiques.

À l'évanouissement de cette option s'ajoute un autre coup dur pour les exportateurs centrasiatiques, notamment ceux de l'Ouzbékistan, dont les autorités s'affairent depuis plusieurs années à la création d'un corridor ferroviaire reliant Termez (Ouzbékistan) à Kaboul (Afghanistan) et à Peshawar (Pakistan), et dont l'avenir pourrait s'écrire en pointillé si les très fortes tensions frontalières à l'œuvre entre l'Afghanistan et le Pakistan ne retombent pas.

Sur le plan intrarégional, la guerre en Iran est susceptible d'avoir une profonde incidence macroéconomique. Sans avoir jamais constitué, en matière commerciale, un partenaire majeur des États centrasiatiques, l'Iran joue un rôle certain dans la sécurité alimentaire de plusieurs d'entre eux. Les conséquences du moratoire sur les exportations agroalimentaires, édicté le 3 mars 2026 par les autorités de Téhéran — au mépris des règles de l'UEEA —, se font déjà nettement ressentir au Turkménistan, dans la province de Balkan, frontalière de l'Iran, ainsi que dans la capitale Achkhabad (6), et jusqu'aux marchés de Samarcande, en Ouzbékistan, pays dont l'Iran est un important fournisseur de produits laitiers.

D'aucuns voudraient prêter des retombées positives, pour les économies centrasiatiques, à la flambée des cours mondiaux des matières premières (7) : le pétrole constitue le premier poste d'exportation du Kazakhstan ; le gaz naturel, celui du Turkménistan ; l'or, celui de l'Ouzbékistan. Cette appréciation gagnerait toutefois à être fortement nuancée : la hausse du prix du pétrole (+9 % depuis le début du conflit, à l'heure où sont écrites ces lignes) peut certes valoir, dans l'immédiat, de lucratives rentrées budgétaires au Kazakhstan, mais ne semble pas devoir soustraire son économie au défi communément posé à la région par le renforcement mécanique du dollar, devise de référence pour le négoce mondial de l'or noir. Un dollar plus haut n'est généralement pas, en effet, sans exercer une pression sur les devises des pays importateurs.

Sans avoir, à aucun moment depuis 1991, fait figure de partenaire majeur des pays d'Asie centrale, l'Iran pouvait, *a minima*, leur être utile dans leur quête d'insertion économique vers les marchés du Sud, une stratégie que la guerre en Ukraine et les sanctions antirusses n'ont rendue que plus pertinente. Tel n'est plus nécessairement le cas. Quel que soit l'avenir de la République islamique, l'Iran, partenaire instable et, en définitive, peu fiable, risque fort de voir son rôle redimensionné à la baisse dans une région sans doute appelée à davantage investir ses options propres en matière de connectivité, à commencer par la Route transcaspienne de transport international (TITR) (8).

L'Asie centrale, qui pouvait encore incarner une terre d'instabilités jusqu'à la conclusion, le 13 mars 2025, d'un accord historique de normalisation frontalière entre le Kirghizstan et le Tadjikistan dans la vallée de Ferghana (9), s'apparente plus que jamais à un ilot pacifié et cohérent, au regard des arcs de crises majeures qui le ceinturent, au nord — avec la guerre d'invasion russe contre l'Ukraine — comme au sud — avec la campagne aérienne israélo-américaine contre l'Iran et les tensions maximales à la frontière entre talibans et Pakistanais.

> *« Sur le plan intrarégional, la guerre en Iran est susceptible d'avoir une profonde incidence macroéconomique. »*

Michaël Levystone, le 13 mars 2026

Notes

(1) En 2024, les échanges de l'Iran auraient atteint 600 millions de dollars avec le Turkménistan, 500 millions avec l'Ouzbékistan, 377 millions avec le Tadjikistan, 340 millions avec le Kazakhstan et 58 millions avec le Kirghizstan. Sherali Rizoyon, « [À quelle approche centrasiatique les actuels événements iraniens donneront-ils lieu ?] », *Orient.tm/Cronos.Asia*, 21 décembre 2025 (https://tinyurl.com/452fk623).

(2) Pajrav Čoršanbiev, « [Trois scénarios : comment une guerre en Iran pourrait affecter le Tadjikistan] », *Asia-Plus*, 3 mars 2026.

(3) Kulobiddin Norov, « Central Asia's Studied Silence on Iran's Turmoil », *The Diplomat*, 14 janvier 2026 (https://tinyurl.com/4strk32e).

(4) La réaction de Sadyr Japarov (Kirghizstan) demeure inconnue à ce jour. *Fergana.News*, « [Les pays centrasiatiques ont présenté leurs condoléances à l'Iran suite au décès de l'ayatollah Khamenei] », 3 mars 2026 (https://fergana.news/news/146193/?country=tj).

(5) Michaël Levystone, *Asie centrale : le réveil*, Armand Colin, 2024, p. 137.

(6) Le prix des tomates et de la viande de poulet y aurait doublé, celui des pommes de terre triplé. Zamira Eshanova, « Iran War Sends Economic Ripples Through Central Asia, Turkmenistan Most Exposed », *RadioFreeEurope/RadioLiberty*, 4 mars 2026 (https://tinyurl.com/375pkdtp).

(7) *Gazeta.uz*, « [Comment la guerre au Moyen-Orient pourrait affecter l'économie de l'Ouzbékistan] », 3 mars 2026 (https://tinyurl.com/5n7xnnxa).

(8) Également connue sous le nom de « Middle Corridor », son développement reste toutefois exposé à deux risques immédiats : la congestion des côtes caspiennes d'Asie centrale, faute d'infrastructures, et une extension du conflit à l'Azerbaïdjan, voisin de l'Iran et État clé pour la connectivité transcaspienne, dont l'aéroport international de Nakhitchevan a été frappé par des missiles iraniens le 5 février 2026. Stephen M. Bland, « Iran War Highlights Central Asia's Vulnerable Southern Trade Corridors », *The Times of Central Asia*, 5 mars 2026 (https://tinyurl.com/3p7kh2sn).

(9) Michaël Levystone, « Kirghizstan-Tadjikistan : la paix, et après ? », *Le Rubicon*, 13 mars 2026 (https://tinyurl.com/4s5vysmm).